LA CONSTITUTION EUROPÉENNE :
UNE LECTURE ESPAGNOLE
José Vidal-Beneyto

Durant toute la période de la dictature, l'Europe a été, pour les Espagnols, synonyme de démocratie. Pour les antifranquistes de ma génération, elle était la meilleure tranchée défensive possible et s'imposait comme une référence incontournable. Chaque pas fait par l'Espagne en direction de l'Europe signifiait pour nous la conquête d'un nouvel espace de liberté. Quand l'Espagne du Général Franco a rejoint dans les années 50 la Convention Culturelle Européenne, les livres subversifs ont commencé à pouvoir sortir de leur cachette et à occuper enfin leur place sur les rayons de nos bibliothèques. L'identification Europe/Démocratie culminera en 1962 avec la réunion de Munich du Mouvement Européen, alors présidé par Maurice Faure, à laquelle participe l'opposition espagnole dans son ensemble.

À cette occasion toutes les forces démocratiques –de l'intérieur comme de l'exil-, réunies pour la première fois depuis la guerre civile, vont proclamer la réconciliation des deux Espagnes et revendiquer la vocation européenne de leur pays. Franco réagit, comme à l'accoutumée, par la répression : une campagne de presse haineuse et mensongère est orchestrée; les membres du Movimiento Nacional –la Phalange- sont mobilisés pour réclamer un châtiment exemplaire à leur égard –Los de Munich, a la horca (ceux de Munich, au poteau) crie-t-on Place du Caudillo dans ma ville de Valencia-; quant à ceux qui étaient revenus en Espagne après Munich, ils sont condamnés à l'exil ou au confinement.

La convergence Europe/Démocratie va se renforcer encore après la mort de Franco, avec l'adhésion de l'Espagne à la Communauté Européenne en 1986. Les avantages qui en découlèrent pour la péninsule ibérique ne firent que conforter le sentiment de la plupart des Espagnols en faveur de l'Europe. Quant aux forces politiques, elles se sont incorporées de façon unanime à cet engagement européen, parti communiste inclus. Parallèlement l'Espagne continue à se rapprocher du reste des

Édité à la Toulouelle 12/03/2005
pays européens : elle connaît une croissance économique remarquable et une transformation profonde et extrêmement rapide de ses valeurs et de ses pratiques sociales. Ainsi elle s’attaque directement aux grandes questions de société en adoptant les principes et les usages de la modernité européenne ; droits des minorités sexuelles, nouvelle approche des questions liées aux drogues dures et douces, divorce, avortement, égalité des sexes, séparation de l’Eglise et de l’Etat, traitement donné à l’immigration, etc.

Cette normalisation sociétale occidentale est intervenue également, mais de façon perverse, dans le domaine politique et socioéconomique où l’on a vu apparaître des comportements et des phénomènes comme la régression de la participation politique, le sectarisme des partis, la pérennisation du chômage, la réduction de la vie publique aux luttes de pouvoir, la précarisation de l’emploi, la banalisation de la corruption, le divorce entre les citoyens et la classe politique qui ont discrédité la démocratie et plus largement toute activité publique et politique. Tous ces dysfonctionnements, qui ne sont d’ailleurs pas exclusifs de l’Espagne, joints à l’inévitable usure de toute réussite, ont installé le pays dans la morosité et le désenchantement, propres aux démocraties actuelles.

Dans ce contexte, l’Europe et les péripéties de sa construction institutionnelle ne peuvent susciter l’enthousiasme, raison pour laquelle la Constitution et les débats qui l’accompagnent ne concernent quasiment que les professionnels de la politique. Pour l’Espagnol moyen, l’Europe existe déjà sous forme de l’Union Européenne, avec ses gloires et ses servitudes, davantage aujourd’hui, n’en déplaise aux eurosceptiques, avec les premières qu’avec les secondes. En conséquence il lui est difficile de comprendre le pourquoi des catastrophes dont on le menace si la Constitution est refusée, et moins encore la nécessité et l’urgence d’une consultation populaire dont les enjeux lui échappent.

Car si le désastre doit se produire avec le Traité de Nice, en rejetant le Traité de Rome II, pourquoi, s’interroge-t-il, celui-ci ne s’est-il pas déjà manifesté puisque, depuis mai 2004, nous fonctionnons sous le régime de ce Traité ? Pourquoi faudrait-il
attendre 2009 voire 2014 pour en voir les premières manifestations ? N’aurait-il pas été plus convaincant pour le gouvernement espagnol de présenter les malheurs qu’il nous annonce sous forme d’un inventaire, quantifié secteur par secteur et précisant les dégâts que nous aurons à subir si le Traité Constitutionnel n’est pas approuvé ? Il convient de rappeler à propos de ces deux Traités, que la totalité des défenseurs du oui et un certain nombre des partisans du non reconnaissent que le Traité Constitutionnel est, sous certains aspects, supérieur à celui de Nice.

Dans ces circonstances on se demande pourquoi il n’a pas été plus largement accepté dès maintenant. La réponse de ceux qui continuent à s’opposer au nouveau Traité est que les avantages du oui n’équilibrent pas le handicap définitif que constitue l’obligation de l’accord unanime de tous les membres, pour introduire des modifications dans un certain nombre de domaines-clés –harmonisation fiscale, politique extérieure, gouvernement économique de l’Union, etc.-. Lorsque les tenants du oui rétorquent que nous en sommes à la cinquième révision du Traité de Rome–Acte Unique, Maastricht, Amsterdam, Nice- et que l’unanimité exigée ne nous a pas empêché de passer de chacune des versions précédentes à la suivante, ils semblent oublier qu’on n’a pas aujourd’hui à faire à 10 ou 15 pays mais bien à 25/30 et que certains d’entre eux ne sont pas aussi inconditionnellement européens que les six pays fondateurs, leur euroatlantisme les portant, au contraire, à manifester dès à présent une opposition farouche à tout changement de politique extérieure dans un sens pro-européen.

Ce n’est pas le cas de l’Espagne, où l’Europe continue à bénéficier d’un préjugé favorable, même s’il est fortement atténué par l’apathie politique générale et par l’indifférence vis-à-vis de l’avenir d’une Union Européenne dont, après l’élargissement, on ne pense plus avoir grand chose à attendre. De ce fait, l’opinion publique ne s’est pas sentie concernée. C’est ce qui explique la modestie de la participation au référendum, à peine 42 %– et le fait qu’un Espagnol sur trois seulement a accepté le Traité. L’impression dominante en Espagne, convergente d’ailleurs avec l’opinion publique française à l’occasion du référendum mené au sein du Parti Socialiste.
français, est qu’il s’agit là d’une affaire concernant leurs seules classes politiques. D’autant que les médias concentrent leur attention sur les rivalités entre les leaders et entre les groupes, et négligent totalement le contenu. Même les deux questions des coopérations renforcées et de l’exigence d’unanimité en matière de politique extérieure, qui posent problème et suscitent le débat, notamment dans les cercles militants et l’opinion publique avertie, ont été largement ignorées dans les media espagnols.

Heureusement, de façon un peu surprenante, l’antagonisme entre les partisans du non – parti communiste et formations politiques à sa gauche avec les nationalistes radicaux- et les tenants du oui – parti socialiste, parti populaire et la presque totalité des partis régionalistes et nationalistes modérés- ne les a pas empêché de trouver un terrain de rencontre dans l’idée que le Traité Constitutionnel ne représente pas un point d’arrivée mais seulement un pas en avant, et que d’autres instruments constitutionnels sont nécessaires pour répondre aux besoins que le Traité ne satisfait pas. Les experts espagnols ont ouvert une réflexion à ce sujet, alimentée par l’interview de Javier Solana dans le journal El País du 17 juillet 2004, dans laquelle le chef de la diplomatie de l’Union fait valoir qu’il existe des domaines comme la sécurité et la politique extérieure où certains pays avanceront plus rapidement que d’autres. Question relancée avec énergie par la prise de position de Strauss-Kahn dans son brillant pamphlet « Oui » - p. 159- quand il affirme que « la Constitution européenne est le premier jalon de l’Europe politique... et que pour aller plus loin il faudra passer à une Constitution de l’An II ». Dès lors la seule question à trancher est celle de la meilleure voie pour y arriver : emprunter le parcours du Traité Constitutionnel ou s’y rendre directement.

Pour répondre à cette question, plutôt que de poursuivre une confrontation perçue comme politicienne et donc, en tant que telle, indécidable, il serait bien plus utile de procéder à une simulation prospective portant sur les avantages et les désavantages des deux voies proposées, dans la perspective de la construction d’une Europe politique, sociale et écologique.